



📍 **Pauline Albinet**  
Spécialiste en investissement  
OFI INVEST AM

L'EAU

## *L'eau* : la crise silencieuse qui redessine déjà notre avenir

*Loin d'être une ressource inépuisable, l'eau est aujourd'hui au cœur d'un enjeu critique. Pression démographique, changement climatique et usages intensifs fragilisent son équilibre. Cette crise silencieuse impacte déjà la santé, les écosystèmes et les économies. Elle transforme un sujet longtemps opérationnel en défi stratégique majeur. Comprendre ces tensions, c'est se donner les moyens d'anticiper et d'agir durablement. Explications de Pauline ALBINET, spécialiste en investissement chez Ofi Invest Asset Management.*

### L'EAU : UN ENJEU CRITIQUE POUR NOTRE AVENIR

Invisible lorsqu'elle coule à flots, omniprésente lorsqu'elle vient à manquer, l'eau est bien plus qu'un simple élément du quotidien. Elle est vitale. Cette ressource est également un bien public dont la disponibilité n'est pas illimitée. Si le cycle naturel régénère l'eau, certaines réserves comme les nappes fossiles ou les glaciers ne se reconstituent qu'à des rythmes géologiques. Dans un monde où la demande croît et où le climat bouleverse les équilibres, la gestion de l'eau devient un impératif écologique, sanitaire, économique et géopolitique.

### QUAND LES CHIFFRES RÉVÈLENT L'URGENCE

Aujourd'hui, la planète fait face à un double défi : la quantité et la qualité de l'eau. Le stress hydrique survient lorsque la demande dépasse environ un quart des ressources disponibles, un seuil franchi par un nombre croissant de régions chaque année.

À cela s'ajoute la dégradation de la qualité. Au moins 1,7 milliard de personnes utilisent une source d'eau contaminée. Ces réalités traduisent une tension structurelle qui ne cesse de s'aggraver.

Et les chiffres sont sans équivoque. 2,2 milliards de personnes<sup>(1)</sup> n'ont pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité et 3,6 milliards<sup>(2)</sup> connaissent un accès insuffisant pendant au moins un mois par an. Si la tendance se poursuit, plus de 5 milliards d'humains seront concernés d'ici 2050. Cette situation accroît directement les risques sanitaires.

L'Organisation Mondiale de la Santé estime que l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène permettrait de **prévenir 1,4 million de décès** chaque année.

L'enjeu dépasse la santé publique et touche à la stabilité des écosystèmes. Zones humides asséchées, rivières fragmentées, lacs surchauffés... la biodiversité paie le prix fort des déséquilibres hydriques. Le changement climatique accentue ce cercle vicieux par des sécheresses prolongées, des inondations brutales et une fonte accélérée des glaciers. En 2024, seul un tiers des zones fluviales mondiales a connu des évolutions jugées normales. Partout ailleurs, l'eau est devenue imprévisible.

### SANTÉ, ÉCONOMIE, GÉOPOLITIQUE : L'EFFET DOMINO

Les dérèglements du cycle de l'eau entraînent des coûts économiques majeurs en affectant les infrastructures, les activités productives et la qualité de vie. Ils provoquent des dégâts directs (inondations, sécheresses, submersions marines) et génèrent des dépenses d'adaptation croissantes pour les pouvoirs publics, les entreprises et les ménages.

Les précipitations extrêmes et la montée des eaux accroissent la fréquence de ces catastrophes, endommageant les logements, les transports et les sites industriels. Les indemnités alourdissent les budgets des assureurs et des États, tandis que les collectivités doivent financer des protections coûteuses comme des digues ou des barrages.

Les sécheresses prolongées réduisent quant à elles les ressources en eau et imposent des restrictions. L'agriculture qui prélève près de 70 % de l'eau douce mondiale, subit des baisses de rendement. L'élevage voit ses coûts augmenter, et certaines cultures deviennent moins viables. L'industrie et la production d'électricité peuvent être ralenties faute d'eau, ce qui diminue l'offre et fait parfois augmenter les prix de l'énergie. À long terme, la dégradation des écosystèmes aquatiques réduit des services naturels essentiels, engendrant des coûts différés pour les générations futures.

Les chocs répétés freinent la croissance en détruisant du capital productif, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en détournant l'investissement vers la réparation. Les restrictions d'eau, les coupures d'électricité et les déplacements de population amplifient les pertes de productivité.

À cette pression économique s'ajoute une dimension géopolitique. L'inégalité d'accès à l'eau est flagrante : un Canadien consomme en moyenne 340 litres par jour, contre 10 à 20 litres dans certaines zones rurales d'Afrique<sup>(3)</sup>. Plus de 280 bassins fluviaux et près de 600 aquifères sont partagés par plusieurs pays<sup>(4)</sup>. Dans un contexte de rareté, ces interconnexions peuvent devenir des foyers de tension. La coopération internationale, encore insuffisante, sera déterminante pour éviter que l'eau ne devienne une arme.

### L'EAU, UN RISQUE OPÉRATIONNEL MAJEUR QUI BOULEVERSE NOS MODÈLES

À l'échelle mondiale, **près de 80 % des eaux usées sont encore déversées sans traitement<sup>(5)</sup>**, un chiffre alarmant qui illustre l'ampleur du défi et la nécessité d'intégrer la gestion de l'eau comme un levier stratégique.

Face à des risques physiques croissants comme les sécheresses, les inondations et les pénuries, les entreprises s'exposent à des perturbations majeures : arrêts de production, ruptures d'approvisionnement, hausse des coûts de traitement et de sécurisation des volumes.

À cela s'ajoutent des risques réglementaires et de responsabilité. Des pratiques comme les rejets non traités ou les prélèvements excessifs peuvent entraîner des sanctions, des contentieux et une dégradation durable de la confiance des parties prenantes.

<sup>(1)</sup> Source : OMS/UNICEF, 2023 • <sup>(2)</sup> Source : ONU-Eau, estimation 2024 • <sup>(3)</sup> Source : Eau du Grand Reims, BMZ - <https://www.bmz.de/en/issues/water/transboundary-water-management> • <sup>(4)</sup> Source : UN-Water, Convention sur l'eau • <sup>(5)</sup> Source : UNESCO, WWDR 2024

## FAIRE DE LA GESTION DE L'EAU UN AVANTAGE STRATÉGIQUE

Pourtant, des solutions existent. Elles passent d'abord par la sobriété en réduisant les consommations, traquant les fuites et optimisant les procédés. Des technologies comme les capteurs intelligents ou les systèmes de comptage avancés permettent de détecter les pertes en temps réel.

Dans l'agriculture, l'irrigation de précision et le goutte-à-goutte offrent des gains considérables. La réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation, les procédés industriels, voire pour la recharge des nappes s'impose comme un levier majeur. À cela s'ajoutent les solutions fondées sur la nature : restaurer les zones humides, renaturer les cours d'eau, préserver les sols pour stocker l'eau et amortir les crues. Mais la technique ne suffira pas sans gouvernance.

Mesurer, anticiper, coopérer, tels sont les maîtres mots. Cartographier les bassins, fixer des objectifs d'intensité eau, intégrer la ressource dans les plans stratégiques et dans les reportings extra-financiers (CSRD, TNFD) sont autant d'étapes pour passer de la contrainte à l'opportunité. Les investisseurs jouent aussi un rôle clé et peuvent accélérer la transition en orientant les capitaux vers des entreprises qui cherchent à adapter leur modèle économique, atténuer leur impact sur la biodiversité ou proposant des solutions.

La gestion de l'eau est un impératif stratégique. Il s'agit d'anticiper la rareté avant qu'elle ne devienne crise, de renforcer la coopération pour sécuriser les ressources et d'investir dans la résilience plutôt que de subir la vulnérabilité.

Dans un contexte où l'eau conditionne la santé publique, la biodiversité et la performance économique, chaque acteur (entreprises, collectivités, citoyens) doit intégrer cet enjeu dans ses décisions. Considérer l'eau non pas comme une évidence mais comme un capital à préserver, est la clé pour bâtir un avenir durable et compétitif.

### INFORMATION IMPORTANTE

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 - n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. Photos : Shutterstock.com/Ofi Invest. FA26/O852/M